

Dans le plus grand nombre des cas, vous élevez le prix des marchandises. Vous pouvez alors causer de grands torts, comme la chose a été faite déjà par les honorables messieurs de la gauche, lorsqu'ils avaient le pouvoir. Mais ces torts ne se manifestent et ne s'accroissent que lentement et graduellement d'une année à l'autre, sans causer une perturbation immédiate. Le mal ne se fait sentir que plus tard. Mais dans le cas opposé auquel je fais présentement allusion, l'honorable député (M. Foster) sait très bien, quelque bienfaites que puissent devenir à la longue les réductions opérées—elles le deviennent toujours à la longue—que je n'ai jamais inconnu, pas plus que tout autre de la droite, ou que tous ceux qui connaissent quelque peu les conditions économiques du pays, qu'elles ne causent pas une perturbation immédiate. C'est pourquoi, il est doublement nécessaire que cette question de réduction soit étudiée à fond, afin que, lorsque mon honorable ami (M. Fielding) soumettra son tarif, son travail de révision soit assez complet pour que le besoin de nouveaux changements ne se fasse pas incessamment sentir; ou pour que l'on ne soit pas constamment en présence de demandes de changements, comme la chose s'est vue sous le régime de nos prédécesseurs.

Si l'honorable député (M. Foster), veut se rappeler, comme il peut le faire, le nombre énorme de taxes que lui et ses collègues ont accumulées sur les épaules du peuple—elles portent, je crois, sur bien près d'un millier d'articles différents, il comprendra,—et il ne devrait pas s'en plaindre—que nous avons besoin d'un délai avant de soumettre un tarif. Il comprendra qu'il est absolument nécessaire que tout homme chargé de cette tâche compliquée et difficile ait à sa disposition un temps raisonnable pour l'accomplir. Pour ma part, je connais quelque peu comme l'honorable député, les dispositions du pays; je connais quelque peu, dans tous les cas, l'opinion de la classe commerciale et des banques, et je n'ai entendu aucune plainte de leur part, ou de tous ceux qui sont les plus autorisés à parler sur le sujet. Aucune crainte n'a été exprimée; aucune alarme n'a été donnée dans ces quartiers dont l'honorable député (M. Foster) a voulu, ce soir, se faire l'organe.

Les hommes d'affaire ont évidemment plus de confiance dans le gouvernement actuel que n'en a l'honorable député, et sont disposés à attendre pendant le temps raisonnable que prendra le gouvernement pour résoudre cette question.

Revenons, maintenant, M. l'Orateur, à mon honorable ami, le chef de la gauche. Cet honorable monsieur, comme je l'ai déjà dit dans plusieurs occasions, est un homme audacieux, très audacieux, même; mais je ne crois pas qu'il ait jamais donné à cette Chambre, ou au pays, un plus remarquable échantillon de son audace que lorsqu'il nous a déclaré solennellement, hier soir, que David-A. Wells était un avocat de la politique fiscale que lui (le chef de la gauche) et ses amis ont inaugurée dans le pays. Je rappellerai sa déclaration. Il nous a dit que, sous l'égide de la politique nationale, le Canada avait traversé avec succès et triomphalement un cyclone de désastres—si je me souviens bien de ses expressions—cyclone qui avait mis à l'épreuve les institutions financières des États-Unis en les ébranlant jusque dans leurs fondements. Il a invoqué le témoignage de David-A. Wells à l'appui de sa prétention, et, très certainement, par inférence, si non en toutes lettres,

il a voulu faire comprendre que David-A. Wells avait déclaré dans un article publié dans le *Forum* que c'était à sa politique fiscale, ou à sa politique nationale, que le Canada devait la bonne fortune d'avoir échappé à la catastrophe qui a atteint les États-Unis.

Sir CHARLES TUPPER: L'honorable ministre me permettra, peut-être, de rectifier l'un de ses énoncés. Il se trompe entièrement sur ce que j'ai dit. J'ai déclaré que, dans mon opinion, le Canada devait à la politique nationale la condition que M. Wells a fait comparer, si favorablement pour nous, avec celle des États-Unis, et j'ai cité les propres paroles de M. Wells que j'ai empruntées au *Forum*.

Le MINISTRE DU COMMERCE: Oui, en les appliquant à la politique nationale.

Sir CHARLES TUPPER: Non, non; je n'ai pas dit que M. Wells avait fait allusion à la politique nationale, mais j'ai cru que sous l'égide de la politique nationale, le Canada était dans une condition qui avait amené un statisticien éminent des États-Unis à faire le contraste suivant, et j'ai cité les propres paroles du statisticien.

Le MINISTRE DU COMMERCE: Et l'on pouvait inférer, si les mots ont une signification quelconque, que David-A. Wells servait de témoin à l'honorable chef de la gauche, et que ce statisticien était un avocat de la politique qui avait produit les résultats exposés par lui.

Sir CHARLES TUPPER: Pas du tout.

Le MINISTRE DU COMMERCE: Si l'honorable chef de la gauche n'a pas voulu s'exprimer dans ce sens, sa citation était tout à fait inutile. Mais je crois, M. l'Orateur, que toute l'affaire se réduit à ceci: vingt-quatre heures s'étaient écoulées, et, probablement, l'honorable chef de la gauche, voyant que j'avais envoyé demander le *Forum* a pris la peine de parcourir l'article qu'il n'avait pas lu lorsqu'il a fait sa citation. Or, je ferai remarquer que, en lisant une citation sur un album à découper, il peut arriver que l'on ignore le sujet sur lequel porte l'article contenant l'extrait, ou que l'on n'ait pas lu tout cet article. Or, je dirai à l'honorable chef de la gauche sur quoi parlait M. Wells, et le but vers lequel il tendait. Voici la phrase qui précède immédiatement le passage cité:

En premier lieu la cause immédiate et principale...

C'est-à-dire de la crise aux États-Unis.

...a été indubitablement un manque de confiance dans le fondement sur lequel reposait tout ce qui a trait au commerce et au crédit du pays, savoir, la question monétaire.

Ce dont M. Wells a parlé est la supériorité du système des banques canadiennes sur celui des États-Unis. Voilà ce que signifie la phrase empruntée à M. Wells, et elle ne contient pas autre chose. L'honorable chef de la gauche peut voir que M. Wells dénonce, comme je l'ai fait, l'ignorance de l'économie politique, qui a porté le peuple américain à croire qu'il pouvait s'enrichir en doublant ou triplant le montant de ses taxes.

Toutefois, M. l'Orateur, ce n'est pas de M. Wells, ou de citations tronquées de M. Wells que je désire m'occuper particulièrement. Les membres de cette Chambre—et il y en a, je crois, un grand nombre—